ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 10 décembre 1970, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la modification des titres II et X du livre II du Code de commerce", a donné le 20 mars 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e december 1970 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de wijziging van titels II en X van boek II van het Wetboek van koophandel", heeft de 20e maart 1972 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Lors de la signature, le 10 octobre 1957, de la Convention sur la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, le Gouvernement a fait usage des réserves prévues au protocole de signature de cette convention, à savoir :

1. réserve du droit d'exclure l'application de l'article 1er, § 1er (c) de la Convention;
2. réserve du droit de régler par la loi nationale le système de limitation de la responsabilité applicable aux navires de moins de 300 tonneaux de jauge;
3. choix dans la façon dont la Convention internationale obtiendra force de loi sur le plan du droit interne.

Selon l'exposé des motifs, le Gouvernement n'a pas l'intention d'user de la faculté que lui donne la deuxième réserve qu'il a formulée.

Il en résulterait que "de ce fait, les navires de moins de 300 tonneaux de jauge seront soumis au régime général de la limitation de responsabilité comme s'ils avaient ce tonnage".

Le Gouvernement ne pourra cependant pas renoncer entièrement, lors de la ratification du Traité, à la deuxième réserve qu'il a formulée. En effet, en vertu de l'article 271 du titre X du Code de commerce, les bâtiments de moins de 25 tonneaux sont assimilés à des bateaux. Leur seront donc applicables, les dispositions relatives aux bateaux, contenues à l'article 273 nouveau du titre X, livre II du Code de commerce (article 2 du projet), et non celles qui sont relatives aux navires, comme l'impliquerait la Convention en l'absence de réserve.

.../...

Quelle que soit l'intention du Gouvernement quant à la suite qu'il entend donner aux deux autres réserves, il conviendrait d'en informer clairement les chambres législatives.

*

* *

Par ailleurs, l'article 7, alinéa 2, de la Convention internationale précitée dispose également que tout Etat contractant aura le droit d'exclure du bénéfice de la Convention, notamment, tout Etat non contractant ou toute personne qui n'a pas sa résidence habituelle ou son siège principal d'exploitation dans l'un des Etats contractants ou dont le navire à raison duquel elle veut limiter sa responsabilité ne bat pas le pavillon de l'un de ces Etats contractants.

Le projet soumis au Conseil d'Etat ne fait pas usage, ainsi que le note l'exposé des motifs, des restrictions que l'article 7, alinéa 2, précité, permettait d'introduire dans le droit interne.

Or, un problème particulier se pose, qui pourrait peut-être rendre souhaitable l'utilisation de la faculté que laisse l'article 7, alinéa 2, de la Convention du 10 octobre 1957.

Aux termes de l'article 16 de cette Convention, "La Convention remplace et abroge, pour les relations entre les Etats qui la ratifient ou y adhèrent, la Convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, signée à Bruxelles le 25 août 1924".

.../

Il en résulte que la Belgique restera tenue d'appliquer la Convention de 1924 dans ses relations avec les Etats qui seraient partie à cette dernière mais qui ne le seraient pas à la nouvelle convention. La loi en projet ne pourra donc pas être appliquée dans tous les cas sans violation des obligations internationales, à moins que des dispositions particulières ne soient prévues.

Il n'appartient pas au Conseil d'Etat de choisir, parmi les solutions possibles, celle qui répondrait le mieux aux exigences complexes de la situation.

*

* *

Divers articles introduits par le projet dans la législation nationale, et qui constitueraient la section première du chapitre 1er du titre II du livre II du Code de commerce, reproduisent le texte de la Convention. C'est la raison pour laquelle, en ce qui concerne ces dispositions, le Conseil d'Etat s'abstient de faire des observations.

*

* *

Le Conseil d'Etat a modifié la rédaction d'un certain nombre d'articles du projet. Il va de soi que le Gouvernement, s'il adopte ces textes, devra revoir les références faites à ces articles par d'autres dispositions du projet.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Pour mieux préciser la portée du projet, il est proposé de rédiger l'intitulé en ces termes :

"Projet de loi modifiant le livre II du Code de commerce, en ce qui concerne la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer".

Article 1er.

L'article 1er remplace sans réserves le chapitre 1er du titre II du livre II du Code de commerce, qui comprend les articles 46 à 57, ce qui, contrairement aux intentions du Gouvernement, entraîne l'abrogation des articles 55 à 57.

Il est proposé de rédiger l'article 1er comme suit et de le subdiviser en sections et sous-sections :

"Article 1er.-

Les articles 46 à 54 du livre II du Code de commerce sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Section 1ère.- De la responsabilité des propriétaires de navires et de la limitation de cette responsabilité.

Article 46.

Section 2.- De la constitution du fonds de limitation, de la compétence et de la procédure de liquidation.

Sous-section 1ère.- Dispositions générales et constitution du fonds.

Article ...

.../...

Sous-section 2.- De la déclaration, de la vérification et de la contestation des créances.

Article ...

Sous-section 3.- De la répartition du fonds de limitation.

Article ...

Sous-section 4.- Des voies de recours.

Article ...".

Aux deux sections qui précèdent devrait être ajoutée une section 3 intitulée "Dispositions générales" et comprenant les articles 55 à 57 précités du livre II du Code de commerce.

A cette fin, il est proposé d'insérer dans le projet un article 2 nouveau rédigé en ces termes :

"Les articles 55 à 57 du livre II du même Code sont groupés dans une section 3 du chapitre 1er, intitulée "Dispositions générales."",ce qui entraînera le changement de numérotation des articles 2 et 3 du projet.

L'article 2 du projet appelle, en outre, une observation particulière qui sera formulée à la fin de l'avis.

*

* *

Article 47 nouveau.

L'article 47, qui reproduit l'article 1er (3) de la Convention, contient deux fautes de frappe. Il faut lire, en effet, : "... lui est reconnu ...", et "... ou de celle de personnes dont il doit répondre".

.../...

Article 49 nouveau.

Au b, il faut remplacer les mots "ainsi qu'aux créances de leurs héritiers" par les mots "ni aux créances de leurs héritiers".

Les deux derniers alinéas de l'exposé des motifs concernant l'article 49 manquent de clarté et devraient être revus.

Article 50 nouveau.

L'article 50 du projet indique les montants auxquels la responsabilité peut être limitée. Il la limite à une "somme totale représentant en monnaie nationale l'équivalent de 1.000 francs (§ 1er, a) ou de 3.100 francs (§ 1er, b)", selon le cas.

Le paragraphe 3 porte :

"Le franc mentionné au § 1er est considéré comme se rapportant à une unité constituée par soixante-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cents millièmes de fin".

Le projet reprend la définition que la Convention applique à un franc conventionnel, correspondant au "franc Poincaré".

Dans notre législation, il convient d'utiliser le terme franc dans son sens légal. Aussi le Conseil d'Etat propose-t-il de rédiger le texte en faisant appel à une unité de compte -dont la valeur est celle donnée par la Convention au "franc Poincaré"- qui devra être convertie en francs belges.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 50.-

§ 1er. Le montant auquel la responsabilité peut être limitée est égal à la valeur monétaire en francs belges du nombre déterminé ci-après d'unités de compte consistant en soixante-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cents millièmes de fin

a) au cas où l'événement n'a donné lieu qu'à des dommages matériels par tonneau de jauge du navire, 1000 unités de compte;

b) au cas où l'événement n'a donné lieu qu'à des dommages corporels par tonneau de jauge du navire, 3100 unités de compte;

c) au cas où l'événement a donné lieu à la fois à des dommages corporels et à des dommages matériels, par tonneau de jauge du navire, 3100 unités de compte dont la première partie de 2100 unités de compte par tonneau de jauge est exclusivement affectée au règlement des créances du chef de dommages corporels, et dont une seconde partie de 1000 unités de compte par tonneau de jauge du navire est affectée au paiement des créances du chef de dommages matériels; toutefois ... (le surplus comme au § 1er, c, du projet, sauf la correction suivante : le solde impayé de celles-ci vient en concurrence).

§ 2. ... (comme au projet),

§ 3. ... (comme au § 4 du projet),

§ 4. ... (comme au § 5 du projet),

§ 5. ... (comme au § 6 du projet)".

Article 51 nouveau.-

Par analogie avec l'article 5 (1) de la Convention, il est proposé de remplacer les mots "en vertu de l'article 47" par les mots "en vertu du présent chapitre".

.../...

Articles 52 et 53.

Les principes fondamentaux de la constitution du fonds de limitation sont imparfaitement exprimés par les articles 52 et 53.

Aux termes de l'article 52 : "Le propriétaire du navire qui entend bénéficier de la limitation de responsabilité, définie à la section I du présent chapitre, doit présenter une requête au président du Tribunal de commerce d'Anvers, aux fins d'ouvrir une procédure de liquidation".

Or, il ressort, tant des travaux préparatoires de la Convention elle-même que de l'exposé des motifs du projet, que le propriétaire du navire peut demander la limitation de sa responsabilité au montant maximum fixé par la Convention devant le juge saisi d'un litige. Pour opposer la limitation de sa responsabilité, il ne doit pas nécessairement faire constituer le fonds de limitation. Il n'est donc pas exact de dire que le propriétaire de navir "qui entend bénéficier de la limitation de responsabilité" doit introduire une requête auprès du président du Tribunal de commerce d'Anvers. En réalité, la requête n'est qu'une des phases de la procédure de constitution du fonds, mode de paiement global qui libérera le propriétaire du navire.

L'article 53, de son côte, dispose : "Lorsqu'il est établi que le propriétaire est autorisé par le tribunal compétent à limiter sa responsabilité et que celle-ci est reconnue, les sommes déposées ou la sûreté fournie, conformément au § 5 de l'article 52, sont érigées en fonds de limitation unique".

Or, une décision d'une juridiction saisie du fond du litige, reconnaissant que le propriétaire du navire peut limiter sa responsabilité, n'est pas indispensable.

.../...

Pour que le fonds de limitation soit constitué, il suffit que le propriétaire du navire soit en droit de limiter sa responsabilité, ce qui ne donne pas nécessairement lieu à contestation.

En cas de contestation, la décision rendue par une juridiction saisie d'une action en responsabilité n'aurait, au demeurant, que l'autorité relative de la chose jugée. Une décision qui admettrait la faute personnelle du propriétaire du navire et qui aurait pour conséquence que celui-ci ne pourrait invoquer la limitation de la responsabilité à l'égard du créancier demandeur au procès, n'entraîne pas nécessairement le refus de constitution du fonds. Si le créancier auquel la limitation n'est pas opposable, peut être payé intégralement, le fonds de limitation pourrait être constitué en vue d'éteindre les créances des victimes qui n'auraient pas obtenu la reconnaissance de la faute personnelle du propriétaire du navire.

La rédaction suivante, établie en accord avec le fonctionnaire délégué, est proposée pour l'article 52 :

"Article 52.-

§ 1er. Le propriétaire du navire dont la responsabilité peut être limitée en application de la Section Ière, peut demander la constitution du fonds, en présentant une requête au président du Tribunal de commerce d'Anvers aux fins d'ouvrir une procédure de liquidation.

La requête doit répondre aux conditions prescrites par l'article 1026 du Code judiciaire, à l'exception du 5°.

.../...

Elle doit, en outre, énoncer la nationalité et le nom du navire, l'événement au cours duquel les dommages sont survenus, avec indication de la date et du lieu, le montant légal de la limitation de responsabilité évalué par le requérant et la manière dont il entend constituer le fonds de limitation : versement en espèces ou autre garantie.

A la requête sont annexées :

1° la liste, certifiée par le requérant, des créanciers connus de lui et à l'égard desquels il estime pouvoir opposer la limitation de sa responsabilité, avec l'indication du domicile de chacun d'eux ainsi que le montant, à titre définitif ou provisoire, de chaque créance et de la nature de celle-ci;

2° toutes pièces justificatives du calcul du montant légal de la limitation de responsabilité.

§ 2. La présentation de la requête n'emporte pas la reconnaissance de la responsabilité.

§ 3. Le président du tribunal de commerce vérifie si le montant indiqué par le requérant correspond au montant auquel il peut légalement limiter sa responsabilité. Lorsqu'il a constaté la concordance entre ces deux montants, le président ordonne l'ouverture de la procédure.

Si le requérant n'a pas offert de verser en espèces le montant auquel sa responsabilité peut être limitée, le président n'ordonne l'ouverture de la procédure que lorsque la caution ou la garantie proposée lui paraît suffisante.

L'ordonnance indique le délai dans lequel le versement doit être effectué ou dans lequel la caution ou la garantie doit être fournie, ce délai ne pouvant dépasser quinze jours à compter de la date de l'ordonnance; celle-ci fixe, en outre, la provision

.../...

à verser par le requérant pour couvrir les frais de procédure et les intérêts dus à partir du jour de l'événement jusqu'au jour de la constitution du fonds de limitation.

Le président du tribunal de commerce nomme un juge-commissaire et un liquidateur.

Les dispositions des articles 460 à 463 du Livre III du Code de commerce sont applicables aux activités du juge-commissaire et du liquidateur en matière de fonds de limitation.

§ 4. En cas de versement en espèces, le juge-commissaire désigne l'organisme auprès duquel les fonds seront déposés. Ce dépôt a lieu au nom du requérant; aucun retrait ne peut avoir lieu sans autorisation du juge-commissaire.

Les intérêts des sommes déposées accroissent ces fonds.

Dans le cas où une caution ou une autre garantie est fournie, cette sûreté est constituée à l'égard ou au nom du liquidateur.

Aucune modification ne peut être apportée à la sûreté ainsi constituée, sans autorisation du juge-commissaire.

Les produits des sûretés accroissent celles-ci.

§ 5. Une ordonnance constate le dépôt des sommes ou la constitution de la sûreté. Dès cette ordonnance, aucune mesure d'exécution n'est plus possible contre le requérant pour des créances auxquelles la limitation est opposable.

§ 6. Les montants mentionnés à l'article 50, § 1er, sont convertis dans la monnaie nationale au moment de la vérification prévue au § 3.

.../...

Si, avant le constat de constitution du fonds de limitation prévu à l'article 53, il y a lieu à rectification, dans l'un ou l'autre sens, de la conversion en francs belges du montant de la responsabilité limitée, cette rectification est prononcée par ordonnance du président qui fixe le délai d'exécution des mesures qu'elle prescrit".

*

Article 53.

Avec l'accord du délégué du Gouvernement, le texte ci-après est proposé pour l'alinéa 1er de l'article 53 :

"Lorsque la responsabilité du propriétaire de navire est établie et que celui-ci est en droit de limiter sa responsabilité, les sommes ainsi déposées ou la sûreté fournie sont érigées en fonds de limitation unique".

Article 54.

Le § 1er de cet article devrait être rédigé comme suit:

"§ 1er. Le requérant doit être appelé à toutes les opérations de la procédure".

La rédaction suivante est proposée pour le § 4 :

"§ 4. La faillite, le sursis de paiement ou le concordat judiciaire prononcé à l'égard du requérant, postérieurement à la constitution du fonds, est sans effet sur celui-ci

Après paiement des créances, le surplus éventuel du fonds revient à la masse".

.../...

Article 54bis.

Au § 1er, les mots "se fait" seront remplacés par "se font".

Au § 2, la référence à l'article 53 sera complétée par celle de l'alinéa 2 de cet article.

Article 54ter.

La rédaction suivante est proposée pour le § 3 :

"§ 3. Après la distribution, le surplus éventuel des fonds déposés revient au requérant. La procédure est alors déclarée close par le président du tribunal, sur rapport du liquidateur, contresigné par le juge-commissaire".

Article 54quater.

Au § 1er, le mot "sommairement" doit être omis.

Observation particulière relative à l'article 2 du projet.

L'article 273 nouveau, § 1er, alinéa 1er, a pour effet de rendre compétent le président du tribunal de commerce d'Anvers.

Cette compétence exclusive du président de ce tribunal avait été également prévue par l'alinéa 2 de l'article 588 du Code judiciaire.

Il y a toutefois lieu d'observer que cet alinéa a été abrogé par la loi du 24 juin 1970 (Pas. p. 950) et que la question est actuellement réglée par l'article 627 du Code judiciaire, tel qu'il a été complété par l'article 7 de la loi précitée.

.../...

Il appartiendra au législateur, soit de se rallier à la solution générale établie par le Code judiciaire, soit d'y déroger.

En tout état de cause, à l'article 588, 9°, du Code judiciaire, l'expression "liquidateur à l'abandon" ne répond plus à la nouvelle terminologie.

Observation finale.

Il y aurait lieu de revoir attentivement la concordance entre les textes français et néerlandais.

Ainsi, par exemple :

a) dans l'article 46 (tant au § 1er qu'aux §§ 2 et 3), le contenu du mot "nalatigheid" ne correspond pas au contenu du mot "faute".
Il est observé qu'à l'article 47, § 1er et § 3, aux termes "faute personnelle" du texte français correspond "persoonlijke schuld" dans le texte néerlandais.

b) dans l'article 47, § 1er, b :
texte néerlandais : "de onachtzaamheid of nalatigheid",
texte français : "la négligence ou la faute".

c) dans l'article 47, § 1er, a :
texte néerlandais : "verlies of beschadiging van goederen",
texte français : "pertes ou dommages de tous biens".

d) dans l'article 51, § 2, c :
texte néerlandais : "de rechter",
texte français : "le tribunal".

Il convient d'autant plus de faire un choix précis, que dans cette matière intervient souvent le président du tribunal et non le tribunal lui-même.

.../...

e) dans l'article 52, § 5 :
texte néerlandais : "storting in geld",
texte français : "versement en espèces".

et deux lignes plus loin:
texte néerlandais : "het geld",
texte français : "les fonds".

f) dans l'article 52, § 7 :
texte néerlandais : "worden onmiddellijk in nationale munt omgerekend",
texte français : "sont convertis dans la monnaie nationale".

g) dans l'article 54quater, § 1er, les termes "kennisgeving van de beschikking" doivent être remplacés par les termes "betekening van de beschikking " (voir Code Judiciaire, article 32).

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Bij de ondertekening, op 10 oktober 1957, van het Verdrag nopens de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaren van zeeschepen, heeft de Regering gebruik gemaakt van het in het protocol van ondertekening bepaalde voorbehoud, met name :

1. het recht om de toepasselijkheid van artikel 1, § 1 (c) van het Verdrag uit te sluiten;
2. het recht om ten aanzien van schepen van minder dan 300 ton het stelsel van beperking der aansprakelijkheid bij nationale wetgeving te regelen;
3. keuze van de wijze waarop het Internationaal Verdrag kracht van wet zal krijgen in het interne recht.

Volgens de memorie van toelichting ligt het niet in de bedoeling van de Regering gebruik te maken van het recht dat zij aan het door haar gemaakte tweede voorbehoud ontleent.

Het gevolg hiervan is in de memorie van toelichting als volgt geformuleerd : "Daardoor zullen de schepen van minder dan 300 tonnenmaat aan de algemene regeling inzake de beperking der aansprakelijkheid onderworpen worden net alsof zij deze inhoud hadden".

Toch zal de Regering bij de bekrachtiging van het Verdrag niet geheel van haar tweede voorbehoud kunnen afzien. Krachtens artikel 271 van titel X van het Wetboek van koophandel worden vaartuigen van minder dan 25 ton immers met binnenschepen gelijkgesteld. Op die vaartuigen zullen dus van toepassing zijn de bepalingen betreffende de binnenschepen, neergelegd in het nieuwe artikel 273 van titel X, boek II, van het Wetboek van koophandel (artikel 2 van het ontwerp) en

.../...

niet die betreffende de zeeschepen, zoals het Verdrag zou impliceren indien er geen voorbehoud was gemaakt.

Wat de Regering ook wil doen met het voorbehoud op de twee andere punten, zij behoort de Wetgevende Kamers daaromtrent duidelijk voor te lichten.

*

* *

Artikel 7, tweede lid, van het meergenoemde Internationaal Verdrag bepaalt overigens ook, dat iedere verdragsluitende Staat het recht heeft het door het Verdrag toegekende voordeel te ontzeggen, onder meer aan enige niet-verdragsluitende Staat of aan enige persoon die niet zijn gewone verblijfplaats of de hoofdzetel van zijn bedrijf in een verdragsluitende Staat heeft, of aan enig schip ten aanzien waarvan beperking van de aansprakelijkheid wordt nagestreefd, indien dit schip niet de vlag voert van een verdragsluitende Staat.

Zoals de memorie van toelichting zegt maakt het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp geen gebruik van de beperkingen welke dank zij artikel 7, tweede lid, in het interne recht kunnen worden ingevoerd.

Er rijst echter een bijzonder probleem dat misschien toch een aanleiding zal moeten worden om gebruik te maken van de in artikel 7, tweede lid, van het Verdrag van 10 oktober 1957 opengelaten mogelijkheid.

.../...

Artikel 16 van dat Verdrag bepaalt : "Voor wat betreft de betrekkingen tussen de staten die dit verdrag bekrachtigen of er toe toetreden, vervangt dit het Internationaal Verdrag tot eenmaking van enige regels nopens de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaren van zeeschepen, getekend te Brussel op 25 augustus 1924, dat in zo verre buiten werking treedt".

Hieruit volgt dat België gehouden zal blijven het Verdrag van 1924 toe te passen in zijn betrekkingen met de Staten die bij dat Verdrag maar niet bij het nieuwe verdrag partij mochten zijn. De ontwerp-wet zal dus niet in alle gevallen kunnen worden toegepast zonder schending van de internationale verplichtingen, tenzij bijzondere bepalingen voorhanden zijn.

Het komt de Raad van State niet toe, uit de mogelijke oplossingen die te kiezen welke het best tegemoetkomt aan de complexe eisen van de situatie.

*

* *

In een aantal artikelen welke het ontwerp in 's lands wetgeving invoegt en die de eerste afdeling van hoofdstuk I van titel II van boek II van het Wetboek van koophandel zouden vormen,wordt de tekst van het Verdrag overgenomen. Om die reden wenst de Raad van State geen opmerkingen over de vorm van die bepalingen te maken.

*

* *

.../...

De Raad heeft de redactie van een aantal artikelen van het ontwerp gewijzigd. Het spreekt vanzelf dat de Regering, als zij die teksten aanneemt, de verwijzingen naar die artikelen in andere bepalingen van het ontwerp zal moeten aanpassen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Om de strekking van het ontwerp juister aan te geven redigere men het opschrift als volgt :

"Ontwerp van wet tot wijziging van boek II van het Wetboek van koophandel ten aanzien van de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaars van zeeschepen".

Artikel 1.

Artikel 1 vervangt zonder voorbehoud hoofdstuk I van titel II van boek II van het Wetboek van koophandel, bevattende de artikelen 46 tot 57, hetgeen, in strijd met wat de Regering bedoelt, de opheffing van de artikelen 55 tot 57 tot gevolg heeft. Voorgesteld wordt, artikel 1 als volgt te redigeren en het in te delen in afdelingen en onderafdelingen :

"Artikel 1.-

De artikelen 46 tot 54 van boek II van het Wetboek van koophandel worden door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

"Afdeling 1.- Aansprakelijkheid van eigenaars van schepen en beperking van die aansprakelijkheid.

Artikel 46.

Afdeling 2.- Vorming van het beperkingsfonds, bevoegdheid en vereffeningsprocedure.

Onderafdeling 1.- Algemene bepalingen en vorming van het fonds.

Artikel ...

Onderafdeling 2.- Aangifte, verificatie en betwisting van schuldvorderingen.

Artikel ...

Onderafdeling 3.- Verdeling van het beperkingsfonds.

Artikel ...

Onderafdeling 4.- Rechtsmiddelen.

Artikel ... ".

Aan de twee voorafgaande afdelingen zou een afdeling 3 "Algemene bepalingen" moeten worden toegevoegd, waarin de reeds genoemde artikelen 55 tot 57 van boek I van het Wetboek van koophandel worden opgenomen.

Daarom stelt de Raad voor, in het ontwerp een nieuw artikel 2 in te voegen, geredigeerd zoals hieronder is aangegeven. De huidige artikelen 2 en 3 van het ontwerp moeten dan worden vernummerd.

.../...

Bij artikel 2 van het ontwerp is overigens een bijzondere opmerking te maken. Zie hiervoor het slot van het advies.

"Artikel 2.-

De artikelen 55 tot 57 van boek II van hetzelfde Wetboek worden samengebracht in een afdeling 3 van hoofdstuk I, onder het opschrift "Algemene bepalingen".

*
* *

Nieuw artikel 47.

In artikel 47, waarin artikel 1 (3) van het Verdrag is overgenomen, staan twee tikfouten. In de Franse tekst moet worden gelezen : "... lui est reconnu ...", en "... ou de celle de personnes dont il doit répondre".

Nieuw artikel 49.

In de Franse tekst onder b moeten de woorden "ainsi qu'aux créances de leurs héritiers" worden vervangen door "ni aux créances de leurs héritiers".

De laatste twee alinea's van de memorie van toelichting met betrekking tot artikel 49 zijn niet voldoende duidelijk en moeten worden herzien.

.../...

Nieuw artikel 50.

Dit artikel bepaalt tot welke bedragen de aansprakelijkheid beperkt kan worden, namelijk tot "een totaal bedrag dat in nationale munt omgerekend neerkomt op 1.000 franken (§ 1, a) of op 3.100 franken" (§ 1, b) naar gelang van het geval.

Paragraaf 3 bepaalt :

"De frank vermeld in § 1 wordt geacht betrekking te hebben op een eenheid, bestaande uit vijfenzestig en een half milligram goud van een gehalte van negenhonderd duizendste fijn".

Het ontwerp gebruikt de definitie die het Verdrag geeft van een conventionele frank, overeenkomend met de "franc Poincaré".

In onze wetgeving dient te worden gewerkt met de term frank in zijn wettelijke betekenis. De Raad van State stelt derhalve voor de tekst zo te stellen, dat een in Belgische frank om te rekenen rekeneenheid wordt gehanteerd, waarvan de waarde die is welke het Verdrag aan de "franc Poincaré" geeft.

De volgende tekst wordt in overweging gegeven :

"Artikel 50.-

§ 1. Het bedrag tot hetwelk de aansprakelijkheid kan worden beperkt, is gelijk aan de monetaire waarde in Belgische frank van het hierna bepaalde aantal rekeneenheden bestaande in vijfenzestig en een halve milligram goud van een gehalte van negenhonderd duizendste fijn :

.../...

a) wanneer het voorval slechts goederenschade heeft veroorzaakt, per eenheid tonnenmaat van het schip, 1.000 rekeneenheden ;

b) wanneer het voorval slechts personenschade heeft veroorzaakt, per eenheid tonnenmaat , 3.100 rekeneenheden ;

c) wanneer het voorval zowel personenschade als goederenschade heeft veroorzaakt, per eenheid tonnenmaat, 3.100 rekeneenheden, van welk bedrag een eerste gedeelte van 2.100 rekenheden per eenheid tonnenmaat uitsluitend bestemd is voor de voldoening der vorderingen uit hoofde van personenschade en een tweede gedeelte van 1.000 rekeneenheden per eenheid tonnenmaat bestemd is voor de voldoening der vorderingen uit hoofde van goederenschade ; is evenwel het eerste gedeelte onvoldoende voor de volledige betaling der vorderingen uit hoofde van personenschade, dan deelt het onbetaalde saldo van deze vorderingen met de vorderingen uit hoofde van goederenschade naar evenredigheid mede in het tweede gedeelte van het fonds.

§ 2. ... (zoals in het ontwerp).

§ 3. ... (zoals in § 4 van het ontwerp).

§ 4. ... (zoals in § 5 van het ontwerp).

§ 5. ... (zoals in § 6 van het ontwerp) ".

Nieuw artikel 51.

Naar analogie van artikel 5 (1) van het Verdrag vervange men de woorden "krachtens artikel 47" door de woorden "krachtens dit hoofdstuk".

.../...

Artikelen 52 en 53.

De grondbeginselen inzake de vorming van het beperkingsfonds zijn niet naar behoren tot uiting gebracht in de artikelen 52 en 53.

Artikel 52 bepaalt : "De scheepseigenaar die het voordeel wil genieten van de aansprakelijkheidsbeperking, zoals vastgesteld is in afdeling I van dit hoofdstuk, moet een verzoekschrift richten tot de voorzitter van de Rechtbank van koophandel te Antwerpen, ten einde een vereffeningsprocedure in te stellen".

Zowel uit de voorbereidende werkzaamheden van het Verdrag zelf als uit de memorie van toelichting bij het ontwerp blijkt echter, dat de eigenaar van het schip de rechter bij wie een geschil aanhangig is kan vragen dat zijn aansprakelijkheid wordt beperkt tot het in het Verdrag bepaalde maximum. Om de beperking van zijn aansprakelijkheid te kunnen inroepen, hoeft hij niet noodzakelijk het beperkingsfonds te doen vormen. Het is dan ook niet juist te zeggen dat de scheepseigenaar "die het voordeel wil genieten van de aansprakelijkheidsbeperking" een verzoekschrift moet richten tot de voorzitter van de rechtbank van koophandel te Antwerpen. In werkelijkheid is het verzoekschrift slechts een onderdeel van de procedure tot vorming van het fonds, wijze van globale betaling die de scheepseigenaar van schuld zal bevrijden.

Artikel 53 van zijn kant bepaalt : "Wanneer het vaststaat dat de eigenaar door de bevoegde rechtbank toestemming heeft verkregen om zijn aansprakelijkheid te beperken en deze erkend is, worden de gedeponeerde bedragen of de gestelde zekerheid overeenkomstig § 5 van artikel 52 als enig beperkingsfonds gevormd".

.../...

Een beslissing van een zich over de grond van het geschil uitsprekend gerecht, waarin wordt erkend dat de eigenaar van het schip zijn aansprakelijkheid mag beperken, is niet onmisbaar.

Opdat het beperkingsfonds kan worden gevormd, is het voldoende dat de eigenaar van het schip gerechtigd is om zijn aansprakelijkheid te beperken, hetgeen niet noodzakelijk tot betwisting zal leiden.

In geval van betwisting zou de beslissing van een gerecht waarbij een vordering tot vaststelling van aansprakelijkheid is ingesteld, overigens slechts het betrekkelijke gezag van het gewijsde hebben. Een beslissing die zou stellen dat de eigenaar van het schip persoonlijk schuld heeft en die tot gevolg zou hebben dat deze geen beperking van aansprakelijkheid zou kunnen inroepen ten opzichte van de schuldeiser die in het geding als eiser optreedt, heeft niet noodzakelijk tot gevolg dat de vorming van het fonds wordt geweigerd. Als de schuldeiser, tegen wie de beperking niet kan worden ingeroepen, volledig betaald kan worden, zou het beperkingsfonds kunnen worden gevormd voor het voldoen van de schuldvorderingen van de getroffenen die niet mochten hebben verkregen dat de persoonlijke schuld van de eigenaar van het schip wordt erkend.

De hierna volgende redactie, die vastgesteld is in overleg met de gemachtigde ambtenaar, wordt voorgesteld voor artikel 52 :

.../...

"Artikel 52.-

§ 1. De scheepseigenaar wiens aansprakelijkheid krachtens afdeling I kan worden beperkt, mag de vorming van het fonds vragen door indiening van een verzoekschrift bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, strekkende tot het instellen van een vereffeningsprocedure.

Het verzoekschrift moet voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 1026 van het Gerechtelijk Wetboek, met uitzondering van het bepaalde onder 5°.

Het moet bovendien vermelden : nationaliteit en naam van het schip, het voorval waarbij de schade is opgelopen, met vermelding van datum en plaats, het wettelijk bedrag van de aansprakelijkheidsbeperking zoals verzoeker het heeft geraamd, en de wijze waarop hij voornemens is het beperkingsfonds te vormen : storting in speciën, borgstelling of andere zekerheid.

Bij het verzoekschrift worden gevoegd :

1° de door verzoeker gewaarmerkte lijst van de hem bekende schuldeisers ten aanzien van wie hij meent de beperking van zijn aansprakelijkheid te kunnen inroepen, met vermelding van eenieders woonplaats alsook van het definitief of voorlopig bedrag en van de aard van elke schuldvordering ;

2° alle stukken tot staving van de berekening van het wettelijk bedrag van de aansprakelijkheidsbeperking.

.../...

§ 2. Indiening van het verzoekschrift houdt geen erkenning van aansprakelijkheid in.

§ 3. De voorzitter van de rechtbank van koophandel verifieert of het door verzoeker opgegeven bedrag overeenkomt met het bedrag tot hetwelk hij zijn aansprakelijkheid wettelijk kan beperken. Wanneer de voorzitter vaststelt dat beide bedragen overeenstemmen, geeft hij bevel tot instelling van de procedure.

Heeft de verzoeker niet aangeboden het bedrag tot hetwelk zijn aansprakelijkheid kan worden beperkt, in speciën te storten, dan beveelt de voorzitter het instellen van de procedure slechts als de voorgestelde borgstelling of zekerheid hem toereikend lijkt.

Het bevelschrift vermeldt de termijn binnen welke de storting gedaan of de borgstelling of de zekerheid gegeven moet worden, welke termijn niet langer mag zijn dan vijftien dagen, te rekenen van de datum van het bevelschrift ; het bevelschrift bepaalt bovendien de door verzoeker te storten provisie ter bestrijding van de proceskosten alsook de interesten, verschuldigd vanaf de dag van het voorval tot de dag waarop het beperkingsfonds is gevormd.

De voorzitter van de rechtbank van koophandel benoemt een rechter-commissaris en een vereffenaar.

Het bepaalde in de artikelen 460 tot 463 van Boek III van het Wetboek van koophandel is van toepassing op de werkzaamheden van de rechter-commissaris en van de vereffenaar met betrekking tot het beperkingsfonds.

.../...

§ 4. Wordt het bedrag in speciën gestort, dan wijst de rechter-commissaris de instelling aan waarbij het geld moet worden gedeponeerd. Die deponering heeft plaats op naam van verzoeker ; geen opvraging mag geschieden zonder toestemming van de rechter-commissaris.

De interesten van de gedeponeerde bedragen worden bij die bedragen geteld.

Ingeval een borgstelling of een andere zekerheid is gegeven,wordt zij gesteld ten aanzien van of op naam van de vereffenaar.

Geen wijziging mag aan de aldus gestelde zekerheid worden aangebracht zonder machtiging van de rechter-commissaris.

De opbrengst van de zekerheden wordt bij die zekerheden geteld.

§ 5. In een beschikking wordt vastgesteld dat de bedragen gedeponeerd zijn of dat de zekerheid gesteld is. Na die beschikking is geen uitvoeringsmaatregel tegen de verzoeker meer mogelijk wegens schuldvorderingen waartegen de beperking kan worden ingeroepen.

§ 6. De bedragen vermeld in artikel 50, § 1, worden in de nationale munt omgerekend bij de verificatie bedoeld in § 3.

Is er, vóór de vaststelling van de vorming van het beperkingsfonds bedoeld in artikel 53, aanleiding tot verbetering, in de een of andere zin, van de omrekening

.../...

in Belgische frank van het bedrag van de beperkte aansprakelijkheid, dan wordt die verbetering uitgesproken bij bevel van de voorzitter, die bepaalt binnen welke termijn de voorgeschreven maatregelen ten uitvoer worden gelegd".

Artikel 53.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt de hierna volgende tekst voorgesteld voor het eerste lid van artikel 53 :

"Wanneer de aansprakelijkheid van de scheepseigenaar vaststaat en deze gerechtigd is zijn aansprakelijkheid te beperken, worden de aldus gedeponeerde bedragen of wordt de gestelde zekerheid tot een enig beperkingsfonds gevormd".

Artikel 54.

Paragraaf 1 van dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"§ 1. De verzoeker moet voor alle procedureverrichtingen worden opgeroepen".

Paragraaf 4 redigere men als volgt :

"§ 4. Faillissement, uitstel van betaling of gerechtelijk akkoord, ten aanzien van verzoeker uitgesproken na de vorming van het fonds, zijn zonder invloed op dat fonds.

Na betaling van de schuldvorderingen valt het eventuele saldo van het fonds opnieuw toe aan de boedel".

.../...

Artikel 54bis.

In § 1 leze men : "Aangifte, verificatie en betwisting van de schuldvorderingen geschieden overeenkomstig..."

Waar in § 2 wordt verwezen naar artikel 53 voege men daaraan toe : "tweede lid".

Artikel 54ter.

Paragraaf 3 redigere men als volgt :

"§ 3. Na de verdeling komt het eventuele saldo van het gedeponeerde geld opnieuw aan verzoeker toe. De procedure wordt dan door de voorzitter van de rechtbank gesloten verklaard op verslag van de vereffenaar, medeondertekend door de rechter-commissaris".

Artikel 54quater.

In § 1 moet het woord "summier" vervallen.

Bijzondere opmerking over artikel 2 van het ontwerp.

Het nieuwe artikel 273, § 1, eerste lid, heeft tot gevolg dat de voorzitter van de rechtbank van koophandel te Antwerpen bevoegd wordt.

.../...

Die uitsluitende bevoegdheid van de voorzitter van die rechtbank was ook reeds vastgelegd in het tweede lid van artikel 588 van het Gerechtelijk Wetboek.

Nu is het zo dat de wet van 24 juni 1970 (Belgisch Staatsblad van 21 augustus 1970) dat lid heeft opgeheven en dat de aangelegenheid thans geregeld is in artikel 627 van het Gerechtelijk Wetboek zoals het aangevuld is door artikel 7 van genoemde wet.

Het is zaak van de wetgever, ofwel zich te gedragen naar de algemene oplossing van het Gerechtelijk Wetboek, ofwel ervan af te wijken.

Hoe het zij, in artikel 588, 9°, van het Gerechtelijk Wetboek beantwoordt de term "vereffenaar van het afgestane scheepsvermogen" niet meer aan de nieuwe terminologie.

Slotopmerking.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst moet zorgvuldig worden herzien.

Enkele voorbeelden :

a) in artikel 46 (zowel in § 1 als in de §§ 2 en 3) beantwoordt de inhoud van het woord "nalatigheid" niet aan die van het woord "faute".
Op te merken valt dat in artikel 47, §§ 1 en 3, in het Frans "faute personnelle" staat tegenover "persoonlijke schuld" in het Nederlands.

.../...

b) in artikel 47, § 1, b :
Nederlands : "de onachtzaamheid of nalatigheid",
Frans : "la négligence ou la faute";

c) in artikel 47, § 1, a :
Nederlands : "verlies of beschadiging van goederen",
Frans : "pertes ou dommages de tous biens";

d) in artikel 51, § 2, c :
Nederlands : "de rechter",
Frans : "le tribunal".

Een keuze van de gepaste termen is hier des te meer vereist, daar in deze gevallen vaak de voorzitter van de rechtbank en niet de rechtbank zelf optreedt.

e) in artikel 52, § 5 :
Nederlands : "storting in geld",
Frans : "versement en espèces",

en twee regels verder :
Nederlands : "het geld",
Frans : "les fonds";

f) in artikel 52, § 7 :
Nederlands : "worden onmiddellijk in nationale munt omgerekend",
Frans : "sont convertis dans la monnaie nationale";

g) in artikel 54quater, § 1, moeten de woorden "kennisgeving van de beschikking" worden vervangen door "betekening van de beschikking" (zie Gerechtelijk Wetboek, artikel 32).

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame :	G.CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw :			
Messieurs :	P.DE VISSCHER,	assesseurs de la section	
de Heren :	M.VERSCHELDEN,	de législation,	
		bijzitters van de afdeling	
		wetgeving,	
Madame :	J.TRUYENS,	greffier.	
Mevrouw :		griffier.	

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.P.MAROY, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.P.MAROY, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.TRUYENS. G.VAN BUNNEN.